

Manuel Valls, un pseudo-socialiste qui trahit toutes les valeurs de gauche

Qu'il cesse de falsifier le sens des mots. Retirer à ce gouvernement le vocable « gauche », c'est sortir de cette imposture pour la combattre

Par LUDIVINE BANTIGNY

Il est des mots usés à force d'être ressasés. Manuel Valls les connaît bien, pour les utiliser en abondance, ces mots tout faits du prêt-à-penser. Ils s'appliquent comme une mécanique : « souplesse », « courage des réformes », « changement », nécessité de « bouger ». Mais, confrontés à la réalité qu'ils désignent, ces termes creux se vident de tout sens. Il y a bien un usage politique à ces « éléments de langage » : celui de l'enrobage.

Le premier ministre les manie brutalement, en habitude. « Nous devons impérativement sortir des rigidités qui découragent, des blocages qui empêchent et brident la compétitivité », a-t-il expliqué à propos du projet de loi travail. Pas étonnant qu'il soit ovationné debout à l'université d'été du Medef, un patronat dont il défend les intérêts avec acharnement. La protection sociale des salariés ? Simple « rigidité », contrée par la « souplesse » de la flexibilité, de la précarité, des travailleurs corvéables et jetables. Manuel Valls aura beau marteler que « c'est une réforme indispensable », il n'évitera pas qu'on y voie un recul social grave. L'hôte de Matignon a une formation d'étudiant en histoire et il n'est pas sans intérêt de l'entendre manipuler le passé, comme lorsqu'il affirme le 22 février dernier : « Il y en a qui sont encore au XIX^e siècle, moi, et les membres du gouvernement ici présents, nous sommes dans le XXI^e siècle. » M. Valls, homme de futur, homme de progrès ?

Pourtant, l'époque ouverte par sa politique nous ramène en arrière : augmentation de la durée du travail, incertitude du lendemain, travail du dimanche. Certains commentateurs avisés font observer que le projet s'inspire du « modèle allemand ». Un

« modèle », vraiment, avec ses « mini-jobs » à 400 euros par mois et ses « Ein-Euro-Job » payés un euro de l'heure ! Au XIX^e siècle, on disait, à propos de ce travail en morceaux et de ce qu'on n'appelait pas encore la précarité : « vivre au jour la journée ». Voilà que de nouveau on voudrait nous y mener.

Manuel Valls aime à intervenir dans le débat public pour fustiger l'endormissement supposé des intellectuels. Mais on sait le sort qu'il réserve à la réflexion et au travail d'explication. On se souvient de sa sortie : « expliquer c'est excuser », condamnation de toute critique, injonction à ne pas comprendre et in fine à ne pas penser. Inutile, bonnes gens, j'agis pour vous et « je fais la guerre » : la formule est de Clemenceau, idole du premier ministre, qui aurait sa photo sur son bureau. Toute autre façon de réfléchir et d'agir n'est à ses yeux qu'un « égarement » oubliant « notre état de guerre » : car il s'agit plus que jamais de gouverner par la peur, pour obtenir l'adhésion et faire taire la contestation.

CONTRE-RÉFORME

Tout récemment encore, M. Valls a cru pouvoir évoquer un « profond malaise de l'intelligence ». En réalité, il cadence le débat : toute critique de l'ordre dominant contrarie ses plans. « Circulez il n'y a rien à voir » pourrait être le slogan de cet ex-« premier flic de France » qui, à bien des égards, le demeure d'ailleurs. Mais la politique, ce n'est pas cette vision d'en haut. On le voit à la mobilisation qui se dessine aujourd'hui : la politique est chose trop importante pour être laissée aux seuls gouvernants, aux seuls puissants. La condescendance de M. Valls parlant de « bêtises » n'empêchera pas la force et la précision des analyses telles qu'on peut les lire sur les réseaux sociaux et les entendre dans les premières assemblées générales contre le projet de « loi travail », ni la colère, ni la détermination à combattre cette régression sociale.

Car c'est ici que les mots ont un sens – ou le perdent. Qu'est-ce qu'une « réforme », d'un point de vue historique et politique ? Une mesure de progrès social, qui améliore le sort de la majorité, en particulier celui des plus exploités. Or un projet qui accroît la durée du travail journalière et hebdomadaire,

facilite les licenciements et plie les droits des salariés aux « nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise », selon son article premier, ne saurait porter qu'un nom : celui de contre-réforme. Ce n'est évidemment pas de la sémantique, mais de la politique. Il y a plus de trente ans maintenant qu'on nous rebat les oreilles avec ces mesures censées favoriser l'emploi : on en connaît le résultat, scandaleux et désastreux.

Il est une dernière falsification dans l'usage des mots qui les prive de signification : la « gauche ». Manuel Valls continue de s'en réclamer. « Le plus beau mot qu'on puisse aujourd'hui porter », « mot merveilleux » a-t-il pu déclarer. « Mot merveilleux » parce qu'il fait des merveilles, en effet, du point de vue de ses intérêts : il est délicat de se mobiliser contre un « gouvernement de gauche » ; les syndicats se font souvent prudents, ou timorés, ou carrément réticents. La mobilisation contre la loi El Khomri commence à faire mentir le constat. Il était temps, après plusieurs années d'attaques tous azimuts : baisse des dépenses publiques et sociales à hauteur de 50 milliards, obsession du « coût du travail », atteintes aux droits des chômeurs, intermittents et intérimaires, répression meurtrière du mouvement écologiste, démantèlements de camps roms accompagnés de propos racistes tenus par Valls lui-même, état d'urgence et déchéance de nationalité puisée au répertoire du FN, expulsions au bulldozer des migrants à Calais. Enlever le mot « gauche » à ce gouvernement, c'est mettre fin à cette imposture et regarder la réalité en face, pour mieux la combattre.

Il y a place pour d'autres futurs que la soumission à la concurrence et au marché ; pour d'autres avenir que la réduction de nos existences à la compétitivité et à sa violence. Manuel Valls s'escrime à ranger ses opposants dans le triste tiroir du « conservatisme » : mais ce mot couperet ne suffira pas à nous faire accepter le monde tel qu'il va. ■



Ludivine Bantigny est historienne et maître de conférences à l'université de Rouen



LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

L'Europe devient-elle islamophobe ?

Le débat public sur la place de l'islam et des populations de confession musulmane dans les sociétés européennes prend une tournure de plus en plus hystérique. Faute d'informations et de recherches précises, on utilise des événements, certes dramatiques, mais n'impliquant qu'une infime fraction des populations en question (attentats de Paris, agressions de Cologne), pour en tirer des conclusions générales sur la capacité ou la volonté de dizaines de millions de personnes à s'intégrer et à vivre ensemble.

De fait, près de 5 % de la population de l'Union européenne (environ 25 millions de personnes sur 510 millions) se considère de culture ou de religion musulmane (pratiquante ou non), avec des pointes à 6 %, 7 % en Allemagne et en France (10 millions sur 150 millions). Il s'agit d'une minorité substantielle, certes moins importante qu'en Inde (près de 15 % de la population), à l'autre extrémité du monde arabo-musulman, mais plus significative qu'aux Etats-Unis, où l'islam représente moins de 1 % de la population, comme en Europe de l'Est.

Il existe heureusement quelques enquêtes solides permettant de recadrer le débat, comme l'enquête Trajectoires et origines menée par l'INED et l'Insee. Les chercheurs ont scruté les vies de 8300 immigrés issus de sept vagues successives et les ont comparés à celles de 8200 de leurs descendants et à des Français sans ascendance étrangère. Les résultats mettent en évidence une « intégration asymétrique ». D'un côté, les enfants d'immigrés qui obtiennent des diplômes, trouvent des conjoints et des amis sans ascendance migratoire, ont souvent mis entre parenthèses la langue de leurs parents. Mais, de l'autre, ils restent plus longtemps victimes du chômage et n'accèdent pas aux mêmes emplois que les autres jeunes, pour un diplôme donné. L'asymétrie est particulièrement forte quand l'origine est maghrébine ou africaine.

PIUSSANTS PRÉJUGÉS NÉGATIFS

Une étude menée par l'économiste Marie-Anne Valfort permet de préciser ce diagnostic, et de montrer l'ampleur de la discrimination professionnelle subie par les jeunes générations d'origine ou de confession musulmane. Le protocole est simple : les chercheurs ont envoyé des faux CV à des employeurs en réponse à quelque 6 231 d'offres d'emploi, en faisant varier le nom et les caractéristiques du CV de façon aléatoire. Ils ont observé les taux de réponse sous forme de proposition d'entretien d'embauche.

Les résultats sont déprimants. Dès lors que le nom sonne musulman, et par-dessus tout lorsque le candidat est de sexe masculin, les taux de réponse s'effondrent : pour un CV envoyé, moins de 5 % des jeunes en question obtiennent un entretien d'embauche, contre 20 % pour les autres. Pire encore : le fait d'être passé par les meilleures filières de formation, d'avoir effectué les meilleurs stages possibles, etc., n'a quasiment aucun effet sur les taux de réponses auxquels font face les garçons d'origine musulmane. Autrement dit, la discrimination est encore



Thomas Piketty est économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, professeur à l'École d'économie de Paris

L'HYSTÉRIE ACTUELLE VIENT DE LA CONJONCTION DE LA CRISE DES RÉFUGIÉS ET DE LA GESTION CALAMITEUSE DE LA CRISE FINANCIÈRE DE 2008

plus forte pour ceux qui ont réussi à remplir toutes les conditions officielles de la réussite, à satisfaire à tous les codes... sauf ceux qu'ils ne peuvent changer. La nouveauté de l'étude, c'est de reposer sur des milliers d'offres d'emploi représentatives des petites et moyennes entreprises (par exemple, des emplois de comptable). Ce qui explique sans doute pourquoi les résultats sont beaucoup plus négatifs – et malheureusement plus probants – que ceux obtenus avec le petit nombre de très grandes entreprises volontaires étudiées dans le passé.

Marie-Anne Valfort montre également que c'est bien l'hostilité à la religion musulmane qui est en cause. Par exemple, pour une même origine libanaise, un prénom « Mohammed » est disqualifiant, alors que les « Michel » s'en sortent bien. La mention sur le CV d'une participation aux scouts musulmans fait chuter les taux de réponse, alors qu'une expérience avec les scouts catholiques ou protestants les fait monter. Les noms juifs sont également discriminés, mais beaucoup moins massivement que les noms musulmans.

Est-il permis de parler d'islamophobie ? Certes, les employeurs ne prennent pas ces millions de jeunes pour des violeurs ou des djihadistes en puissance. Mais il existe de puissants préjugés négatifs, que les événements récents n'ont pu que renforcer, et qui en retour ne peuvent susciter que frustration et ressentiment.

Face à cette injustice criante, M^{me} Valfort propose une politique explicite de discrimination positive. L'idée n'est pas absurde et a été appliquée ailleurs : l'Inde applique des quotas d'emploi aux castes les plus défavorisées (mais pas aux musulmans, pourtant tout autant discriminés), et les Etats-Unis s'y sont aussi essayés avec la minorité noire (mais de façon moins assumée). Dans le contexte européen actuel, on peut craindre cependant que cela fasse plus de mal que de bien. En revanche, il est temps d'appliquer avec beaucoup plus de fermeté les lois antidiscrimination, si besoin en ayant recours aux CV aléatoires pour appliquer des peines exemplaires.

Il faut aussi rappeler une chose : l'hystérie actuelle vient de la conjonction de la crise des réfugiés et de la gestion calamiteuse par l'Europe de la crise financière de 2008. Entre 2000 et 2010, l'Europe intégrait un flux net de 1 million de migrants par an, le chômage baisait et l'extrême droite reculait. Le flux a été subitement divisé par trois de 2010 à 2015, alors même que les besoins augmentaient.

Il est plus que temps que la France et l'Allemagne proposent une relance de l'Europe et de son modèle d'intégration. Cela passe par un moratoire sur la dette et un investissement massif dans les infrastructures et la formation. Faute de quoi les pulsions xénophobes risquent de tout emporter. ■

piketty.blog.lemonde.fr



POLITIQUE | CHRONIQUE

PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Le suicide plein d'entrain de la majorité

Il était, au fond, assez logique que le différé se solde un jour dans la rue, que l'abcès crève enfin, que deux gauches devenues « irréconciliables », ainsi que le dit Manuel Valls, mesurent leur force au grand jour. Car tout le quinquennat de François Hollande aura été marqué par le lancinant procès en trahison instruit par une partie de la majorité contre l'autre.

Du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, adopté fin 2012, à l'avant-projet de loi El Khomri sur le travail – qui a précipité, mercredi 9 mars, des centaines de milliers de manifestants dans la rue –, en passant par le pacte de responsabilité, cela a été, à chaque étape, une fronde qui a abouti à une guerre d'usure et a rendu impossible le sursaut de confiance derrière lequel courait le président de la République pour tenter de faire renaître la croissance et baisser la courbe du chômage.

Rarement une majorité se sera suicidée avec autant d'entrain et de bonne conscience, payant, à l'épreuve du pouvoir, des années d'ambiguïté sur la mondialisation et de paresse intellectuelle sur la façon de l'aborder.

La politique de l'offre à laquelle a dû se convertir François Hollande, sous la contrainte

des déficits, n'avait pas été intégrée au logiciel socialiste avant l'épreuve du pouvoir. Depuis, elle n'a pas été explicitée, si bien que la gauche nage entre deux eaux et deux doctrines, avec, pour résultat, une désespérante absence de résultats. Le président de la République ne parvient pas à convaincre que sa politique est la bonne, mais ses détracteurs ne parviennent pas non plus à démontrer qu'ils incarnent une alternative crédible.

LA CFDT, À L'AVANT-GARDE DU SAUVETAGE

Les coups de boutoir d'Arnaud Montebourg contre « l'ordo-libéralisme » allemand ont fait long feu. Martine Aubry, elle, peut bien tirer à boulets rouges contre le projet de loi sur le travail et clamer que « trop, c'est trop », elle n'exige pas pour autant « le retrait » du texte, contrairement à la CGT ou à FO.

Une petite marge existe encore pour recoller les morceaux et éviter l'écrasante défaite en 2017, mais le pouvoir est aujourd'hui trop faible pour la dégager seul, si bien que tout repose désormais sur un syndicat, la CFDT, qui se retrouve à l'avant-garde du sauvetage.

Contrairement à François Hollande, Laurent Berger donne l'impression de très bien savoir

où il veut aller. Depuis des années, son syndicat se bat pour faire émerger une « flexisécurité » à la française : plus de souplesse dans l'entreprise et la branche, contre plus de protection négociée. Pour sécuriser les parcours professionnels, le leader syndical est aussi prêt à réformer la protection sociale, afin que les droits soient attachés à la personne plutôt qu'au statut. Lui a intégré la mondialisation. Son but est de faire émerger un nouveau modèle social, une troisième voie entre le statu quo et la révolution libérale.

Le président de la République n'a jamais dit le contraire, Martine Aubry non plus. Si Laurent Berger parvient à infléchir le projet de loi El Khomri, comme cela paraît hautement probable, le naufrage du quinquennat pourrait alors se muer en une avancée sociale, qui permettrait à minima de ressouder les socialistes, puis de construire un discours en vue de la campagne présidentielle de 2017. Il restera, alors, à l'exécutif à comprendre l'essentiel : pourquoi, à un an de la grande échéance, n'a-t-il pas été capable de trouver seul la voie ? ■

fressoz@lemonde.fr